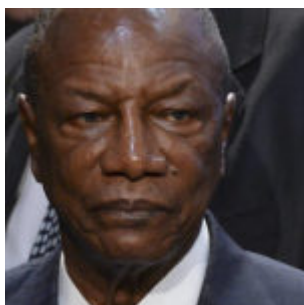


Deux phrases pour éviter le chaos [Par Lamarana Petty Diallo]

écrit par GuineePolitique© | 12 janvier 2020



Depuis un certain temps, la situation socio-politique guinéenne est des plus préoccupantes car elle met en danger la paix sociale. Elle menace les fondements de la nation, la sécurité des citoyens, le vivre-ensemble souvent mis à mal par les systèmes politiques successifs.

A nouveau, notre peuple est face à de grands défis et enjeux à relever pour de nouvelles perspectives d'avenir. Il a su les relever par le passé en empruntant la voie de l'indépendance en 1958 et de la démocratie dans les années 90.

Le chemin à emprunter pour les atteindre serait des plus aisés si ce n'est l'obstination d'un système, d'hommes et de femmes qui semblent être sourds aux bruits alentours, aux voix de l'histoire et à la toute-puissance de la force du verbe : c'est-à-dire le dialogue.

Ces
tares ont leur corollaire en mode de mauvaise gouvernance :
corruption,
gabegie, laisser-aller, immoralité intellectuelle et
professionnelle. Des
méthodes et pratiques de gouvernance qui semblent avoir fait
leur temps car un
nouveau soleil pointe à l'horizon et commence à illuminer la
Guinée.

Le mur de la peur est tombé

Les
Guinéens ont très longtemps subi la mal-gouvernance et ses
conséquences sur
l'épanouissement de la nation et la consolidation des valeurs
démocratiques.

Au
fil du temps, ils ont eu l'intime conviction que les systèmes
passent et les
pratiques restent. De déceptions à soubresauts, ils sont
désormais en phase de
passer de la frustration à la revendication et à la révolte.
Si ce n'est à la révolution sociale tout
simplement.

Les
mouvements de contestation, sources d'inspiration du
changement qui pointe en
Guinée font lésion : les printemps arabes (2010-2011) ; « La
tempête de Ouaga » (c'est de moi) ou la deuxième révolution
burkinabé, qui
mit fin en 3 jours au pouvoir de Blaise Compaoré. Encore plus
frais et en
cours, la « Révolution du Sourire » ou le printemps algérien
(février

2019- novembre 2019).

Autant dire que la situation actuelle que connaît la Guinée ne tombe pas du ciel. Le pouvoir aurait mieux fait de comprendre que le peuple ne peut plus se murer dans la peur, le silence complice et la subordination coupable. Ainsi mettrait-il fin à sa surdité, son indifférence, son arrogance et son cynisme en apportant la réponse aux maux qui rongent le pays.

Mais

les attitudes et propos de certains caciques du système qui banalisent la mort

des citoyens montrent que nous en sommes loin. Leur raisonnement belliqueux est

le corollaire des répressions macabres des forces de l'ordre qu'ils justifient

dans ces termes : « Si une manifestation est violente, l'État a

aussi le devoir régalien de maintenir l'ordre public ». On ne peut mieux

se montrer complice des actes criminels qui ont coûté la vie à plus d'une centaine de citoyens.

Ces derniers jours, ce sont les chantages et les discrédits qui ont fait surface. Des personnes, de la même trempe que la précédente, qualifient l'opposition républicaine et le FNDC de djihadistes. Oublient-elles que nul ne les écoute plus tant elles n'inspirent pas confiance.

Loin

de comprendre que le sens de l'histoire a pris une autre tournure, de telles

personnes se confortent dans le déni de l'imminence d'un changement de mode de gouvernance.

La Guinée attend son printemps

Depuis 1958, la Guinée a fait de grands pas en avant. Certes, elle a été freinée dans sa marche par les maux évoqués plus haut. Cependant, nul ne peut nier la vaillance de notre peuple dans son combat pour la démocratie et l'Etat de droit.

Un peuple qui a envoyé le Parti Démocratique de Guinée (PDG) au musée et conduit le Parti de l'Unité et du Progrès (PUP) à la morgue. L'obstination dont font preuve certains idéologues du RPG risque d'avoir les mêmes conséquences.

En tout état cause, l'évolution ne saurait s'interrompre. Les systèmes politiques guinéens n'ayant su s'adapter ni aux marqueurs historiques, démographiques, politiques, sociaux ni aux nouvelles aspirations des jeunes générations doivent céder la place.

Le chômage des jeunes est galopant. L'école et le système scolaire sont délaissés. Les perspectives d'avenir sont bouchées alors que l'exode interurbain (ou rural) est des plus élevé.

Les jeunes guinéens empruntent les routes de la mort plus que quiconque. Leur nombre est effarant en Europe : il dépasse de loin ceux des pays en guerre du proche et moyen orient ou d'ailleurs. A contrario, la population guinéenne est parmi les plus jeunes.

L'opportunité de changement découle de cette réalité. Si les tentatives ont échoué par le

passé, elles ne montrent pas moins que les Guinéens connaissent le chemin de la démocratie. Qu'ils ont été des artisans de la lutte contre les pouvoirs oppressifs coloniaux et post-indépendances.

Si le FNDC n'est pas directement lié à cette généalogie historique et politique de combat pour la défense des droits et devoirs, il n'en est pas moins un élément du chaînon. Il est une nouvelle étape de la lutte pour l'émancipation. En tant que tel, il peut être exposé aux risques d'échec. Je ne reviendrai pas là-dessus (voir mon article : « Troisième mandat, la messe serait-elle dite » ? in Le Populaire, n°698, 23/12/2019).

Si ce n'est pas la première fois que nous vivons une coalition entre force politique, civile et/ou syndicale, les revendications actuelles semblent annoncer la fin d'un cycle. En effet, depuis les premières mobilisations d'octobre 2019, les Guinéens bravent la pluie, la poussière, la faim, la soif et les misères quotidiennes en quête de la réponse à la question qu'ils se posent : le président Alpha Condé veut-il un troisième mandat ? L'annonce du 31 décembre a levé un coin du voile. Depuis, la liste de morts ne fait que s'alourdir. Pourtant, à défaut d'être évité, on peut

y mettre fin.

Deux

phrases, deux simples phrases peuvent suffire

Monsieur

Alpha Condé peut éviter le pire à la Guinée s'il est resté celui qu'il était dans les années 70. Celui qui faisait le tour des universités françaises pour convaincre les étudiants africains de lutter contre les pouvoirs à vie et les dictatures.

S'il

est resté le même homme qui combattit pour le panafricanisme, il donnera l'exemple aux générations africaines, actuelles et futures.

Mais, bon nombre d'analystes pensent que l'homme n'a pas seulement changé. Il s'est métamorphosé, estiment-ils. Au cas contraire, il n'aurait jamais tenté d'imposer une nouvelle constitution, premier pas vers un troisième mandat, aux Guinéens.

Ceux

qui ont connu M. Alpha Condé sont persuadés que le président guinéen a changé de cap et de vision en se lançant dans une perspective qui pourrait faire basculer son pays dans un conflit aux conséquences imprévisibles. En dépit de tout, ils sont encore nombreux à croire qu'il peut encore rattraper la balle au bond.

Pour

cela, il a une seule chose à faire. Un seul acte qui effacerait tous les ratages, toutes les déceptions et lui donnerait l'image de l'homme auquel

il s'est toujours identifié en se qualifiant « le Mandela de la Guinée ».

Dès lors, il rentrerait dans l'histoire au sens noble du terme. Il ouvrirait une nouvelle page de l'histoire guinéenne et au-delà dans laquelle s'identifieront ses contemporains et les générations futures. Il n'a qu'un pas à franchir avec des mots simples et salvateurs :

« Je renonce au changement de constitution ».

« Je ne suis pas candidat à un troisième mandat ».

Ces deux phrases vaudront toutes les phrases célèbres de l'histoire. Les Guinéens échapperont alors à la dimension dramatique qui se joue actuellement pour lui donner une tournure humaine et fraternelle. Ainsi, notre pays aurait pallié au pire.

Tendons les oreilles d'ici-là pour accueillir l'Aube nouvelle.



Par M. **Lamarana Petty Diallo** , Guinéen- Professeur Hors-Classe, lettres-histoire, Orléans- France

